

CONTRIBUTION A L'ENQUETE PUBLIQUE METROCABLE D'ALTERNATIBA GRENOBLE

Grenoble, le 16 décembre 2023

Alternatiba/ANV-COP21 est un mouvement citoyen pour le climat et la justice sociale de France (et au delà), notamment au niveau local par des antennes autonomes. Notre mouvement fonctionne sur deux jambes. Une première met en lumière et promeut les alternatives pour la transition écologique, sociale et démocratique. L'autre jambe est celle de la désobéissance civile non violente, utilisée quand la première ne suffit pas. Ainsi, nous avons à coeur de lutter contre les projets inutiles et climaticides ET de proposer des alternatives, souvent déjà existantes et à portée de main.

Sur Grenoble, le mouvement est représenté par l'association Alternatiba Grenoble, créée en 2015, qui est active sur plusieurs thématiques : mobilités, évasion fiscale, lutte contre les projets climaticides et/ou inutiles, etc. Elle organise des temps de formation, de sensibilisation, de partages, de mobilisations citoyennes (organisation de camps climat, co-organisation de la convergence vélo). Elle gère et anime deux lieux associatifs dédiés aux luttes et aux alternatives environnementales, la BASE (base d'action sociale et environnementale) quartier Saint-Bruno-Estacade et le BOCAL (base pour l'organisation collective des alternatives) quartier Esplanade.

Genèse de la réflexion sur le métrocâble au sein de l'association

L'association porte aussi un Pacte pour la Transition, un ensemble d'engagements pris par les élu-es, avant les élections municipales de 2020, et à tenir d'ici la fin de leur mandat en 2026. Ces engagements portent sur 5 axes : l'agriculture et l'alimentation, la transition énergétique, la lutte contre les projets inutiles et l'artificialisation des sols, les mobilités et la démocratie participative. 63 élu-es municipaux et siégeant au Conseil Métropolitain sont engagé.es par un Pacte pour la Transition par leur majorité. C'est plus de la moitié des 119 élu-es à Grenoble Alpes Métropole qui sont engagé.es par un Pacte pour la Transition.

Les engagements pris par les élu-es peut se trouver sur le site <https://www.pacte-transition.org/#@collectifMeacutetroGrenoble>

En termes de mobilités, le Pacte pour la Transition prône trois blocs de mesures :

- 1er bloc - le développement des modes doux (de 59 à 52 élu-es engagé.es sur des mesures plus ou moins ambitieuses),
- 2è bloc - la réduction des véhicules polluants en ville (de 33 à 61 élu-es engagé.es sur des mesures plus ou moins ambitieuses),
- 3è bloc- le développement des transports en commun (de 51 à 63 élu-es engagé.es sur des mesures plus ou moins ambitieuses),

51 élu-es se sont ainsi engagées sur le niveau le plus ambitieux de ce 3ème bloc et ont choisi de : "S'engager à porter auprès du SMMAG l'accélération de la réalisation du prolongement de lignes de tramway ou Bus à Haut Niveau Service. En particulier la ligne de tramway E à Pont de Claix (à échéance 2025 plutôt que 2030), le prolongement du A Fontaine-Sassenage et/ou encore la création d'une ligne de tramway Grenoble-Meylan-Montbonnot d'ici 2030. Engager les projets d'infrastructures nécessaires à la réalisation d'un « RER Grenoblois »."

Depuis 2020, un groupe de bénévoles s'occupe de suivre et d'accompagner les élu-es dans la mise en place de l'ensemble de ces mesures.

Lors des rencontres avec les élu-es, nous avons échangé autour de ce qui avançait, ou pas, ou pas assez, notamment en termes de mobilités, vis-à-vis du Plan de Déplacements Urbains et du Pacte. La plupart ont été curieux-ses de connaître notre avis sur le métrocâble - seul vrai projet structurant du SMMAG sur cette mandature ?

Participation au collectif Stop métrocâble

Lors de la concertation sur le métrocâble de 2021 (celle sur la couleur des cabines), certain.es d'entre nous ont participé à des rencontres avec des membres l'ADTC (Association de Développement des Transports en Commun), d'Ademus (association des riverain-es contre le Métrocâble), du collectif LUCSE et d'autres associations et particuliers qui commençaient à se questionner sur la pertinence et les enjeux du projet.

Quelques membres d'Alternatiba Grenoble ont alors décidé de s'impliquer dans la structuration du collectif "Stop métrocâble". Ce collectif s'est formé autour de sa pluralité d'acteurs, il a donc abordé le sujet sur l'ensemble des thématiques chères à ses membres.

La priorité du collectif a été de rassembler des informations sourcées pour étayer son argumentaire.

Cet argumentaire est disponible sur le site <https://stopmetroccable.noblogs.org/>.

C'est grâce aux démonstrations de cet argumentaire solide qu'Alternatiba Grenoble s'est positionnée en tant qu'association contre le projet et a rejoint le Collectif Stop Métrocâble. Ceci a permis de déployer des forces spécifiques sur ce sujet : mobilisation de bénévoles, organisation d'une cagnotte pour récolter des fonds pour des frais d'avocat potentiels. Le positionnement d'Alternatiba Grenoble a également contribué à diffuser plus largement cette critique contre le métrocâble.

Nous ne reviendrons que sur quelques éléments de l'argumentaire du collectif Stop métrocâble, puisqu'il a déjà fait l'objet d'une contribution. Cependant, nous pouvons insister sur le fait que le projet porte atteinte à l'intérêt général sur plusieurs points :

- **Injustice sociale.** Le projet de métrocâble est un projet axé d'Est en Ouest et qui ne semble qu'être une vitrine pour les grosses entreprises présentes sur la presqu'île. Ce secteur, peu peuplé, a déjà bénéficié de nombreux aménagements récents (extension de la ligne B, mise en place du C1, etc.) suffisants pour couvrir les besoins actuels et futurs. D'autres axes routiers (Nord-Sud) sont bien plus engorgés et génèrent des pollutions fortes pour les populations souvent précaires qui habitent le long de ces axes. Pour réduire les risques sanitaires, ces secteurs devraient être la priorité en termes d'aménagements pour les mobilités. (voir le rapport de l'INSERM et du CNRS présenté lors de la conférence Mobil'Air dans le cadre de Grenoble Capitale Verte européenne: https://www.cnrs.fr/sites/default/files/press_info/2022-01/CP%20MobilAir_web.pdf. Ce rapport présente 3 scénarios d'investissement dans les mobilités permettant de réduire les risques sanitaires : notamment, développer les mobilités actives est présenté comme le plus efficient).

- **Artificialisation des sols.** Le métrocâble était initialement lié au projet immobilier Portes du Vercors qui artificialisait une vingtaine d'hectares agricoles. En 2022, Alternatiba et le collectif Stop Métrocâble ont été actifs sur le sujet du PPRI et ont travaillé avec d'autres acteurs associatifs (notamment FNE Isère - France Nature Environnement) pour étudier le dossier du PPRI Drac aval en lien avec l'urbanisation de Portes du Vercors. Finalement, une grande partie du projet des Portes du Vercors a été abandonné. Il aurait donc été normal d'annuler aussi le projet de transport associé : Encore moins de gens à transporter dans un mode de transport déjà disproportionné... plus de métrocâble, non ?! Des cabines peu remplies sont-elles un idéal de réussite ? En outre, si le métrocâble se construisait vraiment, la pression immobilière resterait forte sur ces terres agricoles pourtant sujettes à des risques inondations très élevés.

- **Vision d'un monde qui ne tient plus.** L'une des dernières justifications tenues par les porteurs et porteuses du projet de métrocâble est d'accompagner la croissance de la presqu'île (+30.000 déplacements prévus à l'horizon 2035, dus en partie à 10.000 emplois supplémentaires). L'un des slogans du mouvement climat auquel notre association se rattache est "changeons le système, pas le climat".

Notre compréhension est que les politiques publiques mises en place dans ce secteur de Grenoble ne vont pas vraiment dans le sens de ce changement de système.

Nous rappelons qu'Alternatiba Grenoble mène ou soutient des campagnes contre plusieurs entreprises de la presqu'île qui participent activement à ce système que nous dénonçons :

- Le Crédit Agricole et Schneider electric, qui participent au projet EACOP de nouveau pipeline en Afrique de l'est, climaticide, écocide et portant gravement atteinte aux droits humains, l'un en le finançant par l'une de ses filiales, l'autre en construisant l'infrastructure électrique.

- STMicroelectronics, qui s'accapare une partie importante de l'eau potable du bassin grenoblois.

Il nous semble primordial de questionner cette croissance prévue et sa pertinence dans une vision 2035 souhaitable de notre agglomération. Alternatiba Grenoble continuera de sensibiliser et mobiliser pour une autre vision que celle promue par ces politiques publiques.

- **Réduction des émissions de CO₂.** La Métropole s'est fixée elle-même des objectifs d'économie de CO₂ dans son PCAET (Plan Climat Air Energie Territoire). Alternatiba Grenoble avait suivi la mise en place de ce PCAET. L'objectif en termes de réduction est de 111 000 tonnes de CO₂ par an. Or le métrocâble n'en évite que 363 tonnes par an d'après le dossier d'enquête!! Ce n'est que 0,3 % des objectifs. Les économies de CO₂ réalisées par rapport au coût du projet sont indécemment faibles. Le seul fait que ce mode de transport

soit "décarboné" (fonctionnant à l'énergie électrique) n'est pas suffisant au regard des mesures à prendre. D'autant plus que les émissions dues à la construction du câble et les émissions indirectes de l'énergie électrique ne sont pas prises en compte, comme l'a montré la contribution du collectif Stop métrocâble.

- **Mobilités.** Ce projet a également peu d'intérêts dans ce domaine, il serait même contre-productif pour certains trajets (augmentation du nombre de correspondances, et suppression d'une partie de la ligne C6). Alternatiba s'est reposé sur la compétence de l'ADTC - Se déplacer autrement, l'association experte et historique du territoire en termes de mobilités. l'ADTC a émis un avis défavorable à ce projet très rapidement. En outre, les documents planificateurs comme le Plan de Déplacement Urbain (Plan de Mobilités) prévoient un ensemble de projets, certains repris dans le Pacte pour la transition. L'espoir que ces projets puissent vraiment voir le jour dans les temps prévus devient de plus en plus mince, voire inexistant.

- **Des alternatives pertinentes mises de côté.** Quand bien même les élu.es souhaitent développer (encore) les mobilités sur ce secteur, des alternatives plus écologiques, plus saines et moins chères sont possibles. Il s'agit de passerelles pour les modes doux (transports en commun et pistes cyclables) pour un coût environ 8 fois inférieur. Le métrocâble, payé avec nos impôts n'aurait-il vraiment qu'un intérêt de vitrine ? Une "cuvette" dépolluée n'est-elle pas en soi une vitrine suffisante ?

- **Protection des espèces.** Des espèces protégées habitent potentiellement dans le secteur. A ce jour, nous n'avons toujours pas la certitude que ces espèces ne seront pas impactées par le câble. Des relevés supplémentaires auraient pu être organisés en amont pour préserver chouette chevêche, chiroptères et la flore locale. Heureusement, des associations plus expertes que nous comme la LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux) se questionnent sur ce sujet.

- **Démocratie.** Ce projet nous est imposé et laisse peu ou pas de place à un débat local sur le fond et l'intérêt du projet avant qu'il ne soit ficelé. La concertation de 2021 concernait principalement des éléments accessoires au projet, sans vraiment questionner sa pertinence. Une concertation qui porte sur la couleur des cabines est une concertation de vitrine. Aussi, certes ce projet fait l'unanimité des dirigeants de la presque ile scientifique - mais pas des travailleur-euses (enquête du PDIE (Plan de Déplacement Inter Entreprises)).

- **Vers une artificialisation de nos montagnes ...?** Une fois construit dans la vallée le métrocâble est une excellente excuse pour le prolonger dans le Vercors ou la Chartreuse. Une telle extension serait dramatique car elle entraînerait presque inévitablement une artificialisation massive de ces zones sensibles - par pression urbanistique. Il est donc primordial de s'y opposer maintenant d'autant que l'extension du métrocâble, abandonnée une fois auparavant (en 2012), a été revendiquée par un élu en réunion publique en mars 2022.

Conclusion :

Ce projet est présenté par ses promoteurs comme "décarboné", comme "un projet de transition" (notamment face au risque climatique), ou comme écologique. Cependant, pour l'ensemble des raisons évoquées ci-dessus, Alternatiba Grenoble est radicalement opposée à celui-ci, et dénonce une fausse solution et du greenwashing. On ne peut concevoir qu'un tel projet, aussi peu pertinent et aussi coûteux, se réalise aujourd'hui. Il est souhaitable que nos dirigeant-es politiques aient le courage de renoncer à des anciens projets aussi incohérents et se focalisent sur des alternatives efficaces à nos modes de vies carbonés. Nous continuerons de nous opposer à ce projet si nécessaire pour promouvoir des vrais projets écologiques pour l'ensemble de la Métropole.